



Henry Clay, sénateur du Kentucky, présente son "Compromis de 1850" devant les sénateurs. On aperçoit Daniel Webster assis à gauche de Clay et John Calhoun à la gauche du président du Sénat (Gravure de P.F. Rothermel, 1855, Library of Congress)

par Serge Noirsain

Plus de vingt ans avant la guerre civile, les politiciens sudistes brandissaient déjà le spectre de la sécession si le Congrès refusait l'extension de l'esclavage dans les nouveaux territoires de l'Ouest. Partout dans le Sud, les ténors esclavagistes persistaient à justifier leur « institution particulière » et à la définir comme une manifestation de la volonté divine depuis le Déluge et surtout comme un droit acquis et extensible.

Le *Galveston Newly News* du 3 mars 1857 reflète l'opinion générale des esclavagistes: « *Ceux qui ne sont pas pour nous sont contre nous. Il ne peut y avoir de situation intermédiaire. Ceux qui qualifient l'esclavage de malfaisant sont les ennemis du Sud* »¹. Dans leurs déclarations sur « *les causes qui incitèrent le Texas à faire sécession* », les activistes de cet Etat s'expliquèrent sans ambiguïté: « *Le maintien et l'extension de l'esclavage des Noirs, en substance la sujétion de la race africaine à la race blanche, existent depuis le début de la colonisation du Texas, et le peuple texan entend maintenir cette situation* ». Pour les signataires de cette infamie, le Parti républicain visait essentiellement à « *nuire au système patriarcal et bénéfique de l'esclavage des Noirs, et à soutenir la contestable doctrine selon laquelle tous les hommes sont égaux sans distinction de race et de couleur. Cette doctrine s'oppose totalement à la nature et à l'expérience humaine, et viole la révélation de la loi divine (...)* Il nous apparaît incontestable que les gouvernements des divers Etats et celui de la

¹ Norton, *The Methodist Episcopal Church and the Civil Disturbances in North Texas in 1859 and 1860*, pp. 318-22 ; Campbell, *Empire for Slavery*, p. 220.

Confédération furent créés essentiellement par et pour la race blanche et ses descendants. Les Africains ne sont pas concernés par ce système politique car ils ressortissent à une race inférieure. Dans notre région, c'est seulement sous ce statut que cette race peut être utile ou tolérée (...) L'assujettissement des Africains, tel qu'il existe dans nos Etats, est bénéfique à la fois aux Blancs et aux Noirs. C'est un fait que l'expérience de la nature humaine autorise et justifie amplement, un fait qui a été révélé par la volonté du Créateur et reconnu par toutes les nations chrétiennes (...) La destruction des clivages actuels entre les deux races causerait d'inévitables calamités et ruinerait quinze Etats esclavagistes »².

Ce point de vue reflétait la vanité des esclavagistes et leur vision d'une société où le pur Aryen dominait une main-d'œuvre dégénérée et privée de droits. L'extension de l'esclavage dans les nouveaux et futurs Etats américains n'était pas un corollaire de cette idéologie mais son enjeu principal. Nous verrons plus loin que cette assertion se vérifie dans les discours et les écrits des meneurs sudistes des années 1860.

Broyé par ses échecs militaires, institutionnels et sociétaux, le Sud de l'après-guerre devait recourir à l'affabulation s'il voulait ennoblir sa défaite. Quant au Nord, il n'avait pas besoin d'expliquer sa victoire. Cet ennoblissement de la cause sudiste fut l'œuvre des *Sons of Confederate Veterans* (S.C.V.) et des *United Daughters of the Confederacy* (U.D.C.) qui forgèrent de toutes pièces le mythe de la « Cause perdue ». Ce mythe décrivit la guerre déclenchée par le Sud comme celle d'un peuple pour son indépendance et la défense de son économie, une cause pudiquement baptisée « Droits des Etats ». Or, le syntagme « droits des Etats » ne signifie absolument rien si l'on ne précise pas de quels droits il s'agit. Il n'est que la version édulcorée du leitmotiv « Droits des Etats à étendre l'esclavage dans les nouveaux Etats et Territoires », une revendication que les « huiles » sudistes ressassèrent pendant la décennie qui précéda le conflit. Les diktats des « S.C.V. » sur les manuels scolaires utilisés dans le Sud après la guerre et les chantages qu'ils exercèrent sur le financement de leurs écoles en y imposant leur version de l'histoire, contribuèrent à pourrir l'instruction de leurs enfants en faisant passer leurs objectifs ploutocratiques pour la croisade d'un « noble » peuple épris de liberté. Les interventions de ces engeances dans le secteur de l'enseignement, James McPherson (Prix Pulitzer 1989) les a jugées à ce point scandaleuses qu'il leur a consacré un chapitre entier de son ouvrage *This Mighty Scourge*³.

Il ne fut pas le seul à réagir, une pléthore d'historiens a rétabli les faits (ceux dont le travail est le plus accompli apparaissent dans la note n°4). Ces historiens sont pour la plupart d'origine sudiste et quelques-uns se sont limités à reproduire strictement les textes et les discours des personnalités sudistes de l'époque⁴. Les crotales qui, pendant

² Buenger, *Secession and the Union in Texas*, pp. 7, 21 ; Jordan, *Imprints of the Upper and Lower South on Mid 19th Century Texas*, p. 688 ; Winkler, *Platforms of Political Parties in Texas*, pp. 89-92 ; Campbell, *Empire of Slavery*, pp. 229-30.

³ McPherson J.M.: *This Mighty Scourge ; Perspectives on the Civil War*, chap. 8, « The Lost Cause Textbook Crusade », pp. 93-106 ; Bailey, *Free Speech and the « Lost Cause », A Study of Social Control in the New South* ; Osterweis, *The Myth of the Lost Cause ; Winning the War in the Classrooms*, pp. 111-117 ; Potts, *Historical Papers on the Causes of the Civil War* ; Hunter, *Origin of the Late War*.

⁴ Boritt, *Why the Civil War Came* ; Collins, *The Death and Resurrection of Jefferson Davis* ; Davis, *The Cause Lost, Myths and Realities* ; Dew, *Apostles of Disunion* ; Dumond, *The Secession Movement 1860-1861* ; Durden, *The Gray and the Black* ; Faust, *The Ideology of Slavery: Pro-Slavery Thoughts in the Antebellum South 1830-1860* ; Fehrenbacher, *The Slaveholding Republic* ; Finkeman, *Defending Slavery, Pro-Slavery Thoughts in the Old South* ; Fritz, *Voices in the Storm, Confederate Rhetoric, 1861-1865* ; Jenkins, *Defending Slavery, Proslavery Thought in the Old South, a Brief History with Documents* ; Logan, *The Great Conspiracy, its Origin and History* ; Osterweiss, *The Myth of the Lost Cause* ; Reynolds, *Editors Make War ; Southern Newspapers in the Secession Crisis* ; Sinha, *The Counter-Revolution of Slavery, Politics and Ideology in Antebellum South* ; Skaggs, *The Southern Oligarchy* ; Towns,

un siècle, verrouillèrent l'accès aux documents qui les gênaient n'imaginèrent jamais que des procédés informatiques exhumerait les contrevérités contenues dans leurs discours d'après la défaite. Cependant, il est vrai qu'Internet regorge de sites « guerre de Sécession » dont les formulations débiles et l'orthographe catastrophique sont à la mesure des prétentions historiques de leurs auteurs. Nos amis du « *Club Confédéré et Fédéral de France* » ne figurent évidemment pas dans les débiles en question.

Les « S.C.V. » persistent à décrire le conflit comme la lutte héroïque d'un peuple pour son indépendance, l'esclavage n'étant pour eux qu'un « détail » de l'histoire de ce conflit (refrain favori d'un extrémiste français). Force est de reconnaître que les « S.C.V. » n'ont guère la possibilité d'évoluer dans leur dérive historique puisqu'une part non négligeable de leurs affiliés émarge également au Ku Klux Klan. Ce constat se fonde sur les liens étroits que Kirk D. Lyons, un des présidents des « S.C.V. », entretient avec Louis Beam, Tom Metzger et Richard Butler, « grands dragons » ou autres animaux maléfiques du « K.K.K. ». Du reste, en 1999, les sbires du « K.K.K. » et des « S.C.V. » organisèrent une manifestation conjointe devant le siège du Conseil municipal de Richmond dans le cadre de la polémique suscitée par l'affichage contesté d'un portrait de R.E. Lee dans un lieu public de la ville⁵.

Cette digression sur le « K.K.K. » et les « S.C.V. » vise à dresser le portrait et les objectifs des révisionnistes qui persistent à affirmer que l'esclavage ne fut pas la cause des sécessions. Nous verrons plus loin qu'Alexander Stephens, le vice-président de la Confédération ne s'inscrivait pas du tout dans le délire des « K.K.K. » et des « S.C.V. » sur la cause des sécessions et qu'il le fit savoir clairement au monde entier.

Eradiquons d'abord les affirmations selon lesquelles le Sud n'entra en guerre que pour se libérer des tarifs douaniers imposés par le Nord, pour entamer une politique commerciale basée sur le libre-échange et surtout pour défendre les « Droits des Etats ». Procédons par un nettoyage préliminaire. Le 21 mai 1861, le Congrès confédéré décréta la hausse des tarifs imposés par le gouvernement fédéral et, le 14 avril 1862, une large majorité de ce même Congrès rejeta un projet de libre-échange entre la Confédération et les nations européennes⁶.

William C. Davis figure parmi les plus sérieux historiens de la guerre civile américaine. Ce pur Sudiste est notamment le récipiendaire d'une dizaine de prix littéraires dont trois *Jefferson Davis Awards*. Pour prétendre à cette dernière récompense, le candidat doit prouver qu'au moins un de ses ascendants avait loyalement servi la Confédération⁷. Voici son opinion sur la prétendue lutte du Sud pour préserver les droits de ses Etats: « *La compilation des débats qui eurent lieu au Congrès durant la décennie qui précéda la guerre ainsi que la lecture des articles de la presse du Sud et des discours prononcés par ses politiciens ne mentionnent aucun fait menaçant les droits constitutionnels des Etats du Sud, sauf l'esclavage. A cette époque, aucun acteur politique sudiste se plaignit de l'ingérence du gouvernement central en matière de tarif, de construction de route, de commerce international, de milice, d'élection, de*

Oratory and Rhetoric in the 19th Century South ; Urwin, *Black Flag over Dixie* ; Wakelyn, *Southern Pamphlets on Secession, 1860-61* ; Whitbridge, *No Compromise, Story of the Fanatics who paved the way of the Civil War*.

⁵ *Richmond Times Dispatch*, 27/7/1999 ; Rose, *The War between the Sons, Members Fight for Control of Confederate Group* ; Ellison, *The Sons of Confederate Veterans' Internal Battle Rages On* ; Dew, *Apostles of Desunion*, pp. 5-10.

⁶ *Journal of the Congress of the Confederate States*, vol. I, pp. 820-21, vol. V, p. 171 ; *Proceedings of the Congress of the Confederate States*, vol. 65, p. 60 ; Yearn, *Confederate Congress*, pp. 186-88 ; Todd, *Confederate Finance*, p. 127.

⁷ *Jefferson Davis Award*, voir <http://www.aie.org/scholarships/detail.cfm?id=11928>.

nominations à des postes civils ou militaires, de commerce extérieur ou de quoi que ce soit d'autre relatif aux droits des Etats »⁸.

Déjà en 1931, dans son « *The Secession Movement 1860-1861* », Dwight L. Dumont avait procédé à la même analyse et abouti à la même conclusion. Pour la publication de son « *Editors Make Wars ; Southern Newspapers in the Secession Crisis* », Donald E. Reynolds de l'Université de Nashville éplucha plus de deux cents journaux sudistes dans les archives des universités et des Etats du Texas, de la Louisiane, des deux Carolines, du Mississippi et de l'Alabama ainsi que dans quelques-unes de leurs bibliothèques locales. Son verdict, sur les mensonges, les manipulations et les motivations des propriétaires d'esclaves et de leurs politiciens, corrobore lui aussi l'analyse de William C. Davis. De façon plus générale, la splendide défenestration du « mythe » sudiste ressortit aussi à des auteurs tels que Manisha Sinha (*Counterrevolution of Slavery*), Charles B. Dew (*Apostles of Disunion ; Southern Secession Commissioners and the Causes of the Civil War*), Rollin F. Osterweiss (*The Myth of the Lost Cause*), Arnold Whitbridge (*No Compromise, the Story of the Fanatics who Paved the Way to the Civil War*), Gregory J.W. Urwin (*Black Flag over Dixie*) et William H. Skaggs (*The Southern Oligarchy*).

Participant d'un point de vue analogue, Dwight L. Dumond (*The Secession Movement 1860-1861*) observe en outre que dans les neuf points de son programme électoral du 11 janvier 1860, la plate-forme démocrate sudiste se focalisa sur l'extension de l'esclavage et ne pipa pas un mot sur d'éventuelles revendications en matière de tarif et de libre-échange. En outre, les ultimes pourparlers de février 1861, entre les délégués sécessionnistes et le gouvernement américain, portaient essentiellement sur l'extension de l'esclavage, même pas sur sa préservation et encore moins sur d'éventuels conflits économiques entre le Nord et le Sud⁹.

La rage de ne plus pouvoir diriger le pays et implanter l'esclavage dans de nouveaux territoires motiva davantage les sécessionnistes que la menace abolitionniste dans l'immédiat. Sur ce point, la Constitution était en leur faveur puisque l'éventuelle abolition aurait exigé une révision de la Constitution votée par au moins la majorité des deux tiers. Or, le Parti républicain ne disposait pas de ce quota et il n'aurait jamais obtenu le concours des Démocrates nordistes. Ceux-ci étaient opposés à l'extension de l'esclavage dans les nouveaux territoires, mais pas à son maintien là où il existait déjà¹⁰. S'il est rigoureusement indéniable que le Nord ne partit pas en guerre pour abolir l'esclavage, il est tout aussi indéniable que le Sud déclencha le conflit pour protéger cette institution et lui ouvrir de nouveaux débouchés. Plutôt que de s'acharner unilatéralement sur la « Cause » sudiste, cédon la parole à ceux qui la défendirent à la veille de la guerre.

Le 19 janvier 1860, Christopher G. Memminger, le futur ministre des Finances de la Confédération, affirme publiquement: « *l'Union ne peut pas continuer telle qu'elle existe. Soit le Sud obtiendra une révision de la Constitution en faveur de l'esclavage, soit l'Union sera dissoute* »¹¹.

⁸ Davis, *The Cause Lost*, p. 180 ; Sinha, *Counterrevolution of Slavery*, p. 229.

⁹ Dumond, *Secession Movement 1860-61*, pp. 33, 159-70, 197-98, 203-7, 222-26 ; *Proceedings of the Democratic State Convention Held in the City of Montgomery, January 11, 1860*, pp. 27-34 ; *Official Journal of the Conference Convention held in Washington City, February 1861*.

¹⁰ Dumond, *Secession Movement 1860-61*, p. 144.

¹¹ *DeBow's Review*, vol. 29, pp. 751-771 ; Dumond, *The Secession Movement*, p. 27.

Dans sa lettre du 20 février 1860 au gouverneur Letcher de Virginie, le député Peter B. Starke du Mississippi adhère au même point de vue: « *Une victoire du Parti républicain forcera le Sud à résister par une guerre sanglante* »¹².

Le 23 novembre 1860, au cours de son discours public à Pendleton, en Caroline du Sud, le député James Orr soutient que « *l'émancipation menace les Blancs avec le spectre de l'égalité. Avec cette menace au-dessus de vos têtes, les Blancs du Sud n'ont d'autre choix que celui de quitter l'Union* »¹³.

Le 27 novembre 1860, Herschel W. Johnson, le vice-président du Parti démocrate sudiste, déclare: « *Si le Congrès n'altère pas sa volonté d'interdire l'esclavage dans les Territoires et le commerce des esclaves entre tous les Etats, rien ne sauvera l'Union* »¹⁴.

Le 17 décembre 1860, le juge William L. Harris du Mississippi s'adresse dans ces termes à une assemblée de Géorgie: « *Nos Pères bâtirent ce gouvernement pour l'homme blanc, ils en rejetèrent les Noirs, une race ignorante, inférieure et barbare, incapable de se gérer et n'ayant pas le droit d'être associée aux Blancs en termes d'égalité civile, politique et sociale (...) Une alternative se pose à nous: ou bien nous acceptons le régime républicain sans esclavage, alors nous devons nous soumettre à l'égalité raciale, ou bien nous optons pour l'esclavage sans les Républicains, et la sécession devient inévitable (...) La fin de la suprématie blanche pourrait être si horrible qu'aucun Sudiste respectable manquerait de rallier la sécession. C'est seulement grâce à celle-ci que le Sud préservera la pureté de la race blanche* »¹⁵.

Le 19 décembre 1860, le Juge Alexander H. Handy du Mississippi essaye de convaincre une assemblée du Maryland: « *Les Républicains ont clairement l'intention de déroger à la Constitution et d'éradiquer les droits du Sud, notamment celui qui autorise un Blanc à posséder un autre homme (...) Le premier acte du Parti républicain sera de bannir l'esclavage (...) A ce moment-là, le Sud perdra ses droits et sa sécurité (...) Donc, la proclamation immédiate de la sécession est le seul moyen dont il dispose pour empêcher l'insurrection des Noirs* »¹⁶.

Le 20 décembre 1860, les délégués Isham W. Garrott et Robert H. Smith de l'Alabama haranguent un auditoire de Caroline du Nord: « *La controverse entre le Nord et le Sud gravite seulement autour d'un problème racial (...) Le Sud est fatigué de cette controverse (...) Le temps de la sécession est arrivé* »¹⁷.

Le 21 décembre 1860, le député John McQueen de Caroline du Sud déchaîne une assemblée virginienne à Richmond: « *A la seule idée que nos esclaves puissent devenir nos égaux, nous, Sud-Caroliniens, espérons vous accueillir dans une Confédération où seul l'homme blanc gèrera une destinée dans laquelle nous pourrions transmettre à notre postérité les droits, les principes et les honneurs que nous ont légués nos ancêtres* »¹⁸.

Le 26 décembre 1860, dans son discours à un auditoire du Kentucky, le député Stephen F. Hale de l'Alabama défie carrément les principes basiques de la démocratie: « *L'élection de Lincoln génère l'outrage suprême qu'aucun patriote sudiste ne saurait*

¹² Dumond, *The Secession Movement 1860-1861*, p. 29.

¹³ Leemhuis, *James Orr and the Sectional Conflict*, p. 73 ; *Keowee Courier* (Walhalla, S.C.), 1/12/1860.

¹⁴ *Daily Missouri Republican* du 12/12/1860 ; Dumond, *The Secession Movement 1860-1861*, pp. 151-52.

¹⁵ *Address of Hon. W.L. Harris, Commissioner from the State of Mississippi*, Milledgeville, Ga., 1860, 29, 58, 77, 983-89.

¹⁶ *Baltimore Sun* et *New York Times* du 20/12/1860 ; *Washington National Intelligencer* du 21/12/1860.

¹⁷ Smith, *History and Debates of the Convention of the People of Alabama*, pp. 432-36.

¹⁸ *Charleston Daily Courier* du 29/12/1860.

sous-estimer: l'extinction de l'esclavage (...) C'est le devoir impérieux des Etats sudistes de reprendre le pouvoir qu'ils ont délégué au gouvernement central. La sécession est la seule réponse à la victoire républicaine (...) Un Sudiste pourrait-il, sans indignation ni horreur, assister au triomphe de l'égalité des Noirs et voir ses propres enfants côtoyer des Noirs libres dans une société politiquement et socialement égalitaire ? La sécession nous ouvrirait à la fois un avenir glorieux et les moyens de maintenir la divine souveraineté du Blanc sur la race noire »¹⁹.

Le 11 janvier 1861, le député Armistead Burt de Caroline du Sud tient des propos analogues devant une assemblée du Mississippi: « *La Caroline du Sud a fait sécession parce que le Parti républicain entend déraciner notre institution particulière et ravager le Sud* »²⁰.

Le 13 février 1861, Samuel L. Hall de Géorgie tente de rallier la Caroline du Nord au mouvement sécessionniste: « *Seul un peuple dénué de vertus et de dignité peut adhérer à la doctrine républicaine d'égalité sociale et politique entre les Blancs et les Noirs* »²¹.

Le 18 février 1861, dans sa harangue à une assemblée virginienne, le délégué Fulton Anderson du Mississippi accuse le Parti républicain de « *se commettre dans une croisade visant à la destruction de l'institution particulière qui est notre essence politique et sociale. Le seul moyen de sauver le Sud réside dans la sécession pour placer notre institution (l'esclavage) hors de portée de toute agression ultérieure* ». Le même jour au même endroit, Henry L. Benning de Géorgie tente à son tour d'inciter la Virginie à la dissidence: « *C'est ma conviction et celle de la Géorgie que la sécession serait la seule chose qui puisse éviter l'abolition de l'esclavage (...) Si nous ne réagissons pas, il est certain que l'esclavage sera aboli (...) La race noire deviendrait majoritaire et nous aurions des gouvernements noirs, des députés noirs, des cours de justice noires etc. La race blanche pourrait-elle supporter ça ?* ».

Le 19 février 1861, John S. Preston, un juriste de l'université de Harvard (Virginie), prend le relais: « *Le Sud ne peut pas exister sans l'esclavage. Seule une race placée sur un pied d'égalité peut travailler dans le Nord, en revanche seule une race inférieure peut travailler dans le Sud* »²².

Le 2 mars 1861, Luther J. Glenn de Géorgie tente de dynamiser un auditoire missourien: « *Les objectifs de la plate-forme républicaine et de ses journaux sont aussi clairs que du cristal: l'extinction de l'esclavage et l'accès du Noir à l'égalité politique et sociale avec le Blanc (...) Ces raisons, et ces raisons seules ont poussé la Géorgie à dissoudre ses relations avec le gouvernement central* »²³.

D'autres commissionnaires sécessionnistes tels que Leonidas Spratt de Caroline du Sud, William Cooper, David Clopton et Arthur F. Hopkins de l'Alabama et Thomas J. Wharton (avocat général du Mississippi) bâtirent des discours similaires définissant la sécession comme le seul moyen de sauver la race blanche dans le Sud, même au prix d'une guerre²⁴. Comme l'a observé l'historien sudiste William C. Davis, ces diatribes ne visaient que le maintien de la primauté blanche et le développement d'un empire esclavagiste aux Etats-Unis et dans les pays voisins. L'examen attentif de tous ces

¹⁹ *Official Records of the Union and Confederate Armies*, Series 4, vol. 1-4, pp. 4-15.

²⁰ *Journal of the Mississippi State Convention*, pp. 17, 21, in « *Clairborne Papers* » ; *Jackson Weekly Mississippian* du 16/1/1861.

²¹ *Journal of the State Convention of Georgia*, p. 357.

²² Reese, *Proceedings of the State Convention of 1861*, pp. 50-93.

²³ *Atlanta Southern Confederacy* du 15/3/1861.

²⁴ *Nashville Union and American*, 10/1/1861.

discours révèle en effet que leurs auteurs ne relevèrent pas un seul grief économique suffisamment grave pour dissocier le Sud de l'Union américaine.

On pourrait objecter que ces déclarations n'engageaient que leurs auteurs. Le discours de la « Pierre angulaire » (*Cornerstone Speech*) qu'Alexander H. Stephens, le vice-président de la Confédération, prononça « *urbis et orbis* » le 21 mars 1861 à Savannah n'autorise plus aucun doute sur les motivations des chefs de file sécessionnistes. Dans cette longue péroraison, dont nous ne retiendrons que quelques extraits, Stephens développa le « Droit des Etats sudistes » à étendre l'esclavage dans les nouveaux Etats et Territoires américains. Pour lui, c'était la raison majeure et suffisante des sécessions, la « pierre angulaire » de la doctrine sudiste²⁵:

« Notre nouvelle Constitution (celle des Etats confédérés) a, une fois pour toutes, clôturé les agitations relatives à notre institution particulière: l'esclavage des Noirs, tel qu'il existe chez nous, en l'occurrence le statut normal du Nègre dans notre civilisation. « L'esclavage est la cause immédiate de notre rupture (avec l'Union) et de la présente révolution ». Le président Thomas Jefferson l'avait prédite et définissait l'esclavage comme le « rocher sur lequel la vieille Union pourrait se briser » (...) Lors de la rédaction de la précédente Constitution, ses idées et celles de maints hommes d'Etat étaient que l'esclavage des Noirs violait les lois de la nature parce qu'il s'opposait aux principes sociaux, moraux et politiques (...) Les idées de Jefferson étaient fondamentalement erronées parce qu'elles se réclamaient du principe de l'égalité raciale. Notre nouveau gouvernement se fonde sur un concept diamétralement opposé. Le fondement de ce concept, sa pierre angulaire, est que le Nègre n'est pas l'égal du Blanc et que sa subordination à une race supérieure correspond à sa condition normale et naturelle. Notre gouvernement est le premier, dans l'histoire du monde, à reposer sur ce principe philosophique et cette vérité morale (...) Parmi ceux qui m'écoutent, beaucoup savent que ces vérités ne sont généralement pas admises ailleurs (...) Les gens du Nord les contestent avec un zèle dépassant l'entendement et nous définissent comme des fanatiques (...) Ils prétendent que le Nègre est notre égal et qu'il peut donc bénéficier des mêmes droits et privilèges que le Blanc (...) Avec nous, tous les Blancs sont égaux au regard de la loi, quel que soit leur statut social. Il en va différemment du Nègre dont la place se trouve dans la subordination (...) C'est tout à fait conforme à l'ordre naturel voulu par Dieu, et il ne nous appartient pas de contester la sagesse de son entreprise qui créa des races différentes (...) Notre Confédération est fondée sur des principes strictement conformes aux lois divines. Ce point de vue, que rejetèrent les auteurs de la première Constitution américaine, devient désormais la pièce maîtresse, la pierre angulaire de notre nouvel édifice (...) La désintégration de la vieille Union se produira avec certitude si nous maintenons le bon cap. Nous sommes le noyau d'un pouvoir qui deviendra la puissance majeure de ce continent si nous restons fidèles à nous-mêmes, à notre destinée et à notre haute mission ».

Jefferson Davis détesta ce discours, non parce qu'il était hideux, mais parce qu'à l'instar de ceux que vomirent les acteurs du III^e Reich, il était dépourvu d'hypocrisie. De plus, il risquait de déplaire aux gouvernements européens. Pourtant, dans son allocution du 29 avril 1861 devant son Congrès, le président confédéré épousa tout de même les propos de Stephens: « *L'esclavage est l'institution grâce à laquelle une race*

²⁵ Finkelman, *Defending Slavery, Proslavery Thought in the Old South*, pp. 89-95.

supérieure a transformé de brutaux sauvages en de sociables et dociles travailleurs agricoles »²⁶.

La menace, brandie par le Sud, de faire sécession si la Constitution ne l'autorisait pas à étendre l'esclavage aux nouveaux Etats et Territoires, est bien antérieure à l'élection de Lincoln. L'origine de ce conflit remonte à la motion Wilmot introduite au Congrès en 1846. Gabor S. Boritt écrit: « *Ce projet de loi prohibait l'esclavage dans les terres récemment acquises aux Mexique (...) Quand leur mode de peuplement contamina les débats politiques, il devint impossible d'en extirper l'esclavage* »²⁷.

Déjà en 1837, le sénateur sudiste John C. Calhoun hurlait en séance du Congrès: « *l'abolition et l'Union ne peuvent pas coexister* », et le député sudiste Benjamin F. Witner de surenchérir: « *la sécession, avec toutes ses conséquences, sera inévitable si les abolitionnistes prennent le pouvoir !* ». Le 23 décembre 1848, quatre-vingts des cent vingt et un députés sudistes au Congrès déposèrent une motion dans laquelle ils menaçaient d'entraîner leurs Etats dans la sécession si les abolitionnistes interdisaient l'introduction de l'esclavage dans les nouveaux territoires. Dans son message annuel à ses chambres, le gouverneur de Caroline du Sud Whitmarsh Seabrook affirme: « *si l'esclavage est aboli dans le District de Columbia et que la motion Wilmot est adoptée, l'Union sera dissoute* ». Le 29 janvier 1850, John C. Calhoun, encore lui, vocifère à nouveau: « *Si le Sud ne peut pas préserver l'esclavage au sein de l'Union, la sécession sera son seul recours* ». La hargne des esclavagistes déferle en juin de la même année. Les représentants de neuf Etats sudistes se réunissent en convention à Nashville et, dix ans avant l'élection de Lincoln, envisagent déjà la constitution d'une confédération sécessionniste s'ils n'obtiennent pas l'extension de l'esclavage dans les futurs Etats²⁸.

En 1850, le Compromis du Missouri de Henry Clay ne règle pas le problème de l'esclavage, il ne l'apaise que temporairement. La Californie est admise dans l'Union avec le statut d'Etat libre et le Congrès interdit la vente d'esclaves dans le District de Columbia. En revanche, il autorise la récupération des esclaves fugitifs dans les Etats libres et crée les Territoires organisés²⁹ du Nouveau-Mexique et de l'Utah dont l'acte organique ne stipulait aucune restriction concernant l'esclavage. L'agressivité des Sudistes ne s'endort pas pour autant car ils se sentent menacés par la création du Parti républicain en 1854. Regroupant les dissidents abolitionnistes des Whigs et des Démocrates, l'antiesclavagisme de cette nouvelle formation politique n'était plus seulement une doctrine, il prenait la consistance d'une force dont l'ascendance menaçait l'oligarchie sudiste. Le *Charleston Mercury* de Robert B. Rhett était l'un des journaux les plus lus dans le Sud et ses éditoriaux influençaient les opinions de la population sudiste et reflétaient celle de ses élus. Rhett écrit en 1855: « *Non seulement nous voulons que les Territoires libres accèdent à l'esclavage, mais nous voulons aussi acquérir d'autres territoires pour y étendre l'esclavage, par exemple: Cuba, le nord du Mexique etc... Nous voulons en outre rouvrir la traite des esclaves pour que tous nos Blancs puissent en acquérir et soient libres de les emmener où bon leur semble (...) Si notre tentative de rétablir la traite des Noirs échouait, cela démontrerait les graves*

²⁶ Richardson, *Messages and Papers of the Confederacy*, vol. I, pp. 67-68 ; Dew, *Apostles of Desunion*, p. 14.

²⁷ Boritt, *Why the Civil War Came*, p. 83.

²⁸ Sinha, *Counterrevolution of Slavery*, pp. 64, 68-72, 91-93, 96-123 ; Wilson, *Papers of John C. Calhoun, 1835-1837*, pt. 13, p. 394 ; Foner, *Wilmot Proviso Revisited*, in « *Journal of American History* », vol. 56-1959, pp. 262-79 ; *Charleston Mercury* des 28/6, 3/7, 15/8 et 14/101848 et du 23/8 au 16/11:1850.

²⁹ Un « Territoire organisé » était administré par un gouverneur nommé par Washington et par une assemblée élue par la population de ce Territoire, pour autant qu'elle compte le nombre minimal d'habitants, défini par la Constitution.

dommages que nous occasionne notre union avec le Nord, et l'avantage majeur qu'une Confédération sudiste aurait sur notre aléatoire association avec le Nord »³⁰.

L'auteur de cet article défie ceux qui prétendraient que tous les planteurs esclavagistes ne s'inscrivaient pas dans cette doctrine, de trouver un seul journal sudiste dont la voix se dissociait de pareils propos. Les historiens précités n'en ont déniché aucun, à l'exception de quelques tirages émanant de la communauté germanophone du Texas. Le quotidien de Rhett et l'ensemble de la presse sudiste eurent une audience attentive lorsqu'ils proclamèrent que « *la traite était un bien pour l'Africain et que ses aspects inhumains n'étaient que les maux nécessaires au progrès de la civilisation* ». Non seulement les Eglises réformées sudistes avalisèrent cette opinion et se dissocièrent de leurs branches nordistes, mais un comité de députés de Caroline du Sud décréta à son tour: « *la traite n'est pas un acte de piraterie, elle est une bénédiction pour les Africains car elle contribue à leur élévation morale et physique* ». En 1859, la Convention de Vicksburg réunit des représentants de tous les futurs Etats confédérés, à l'exception de la Virginie et de la Caroline du Nord. Elle vota une motion en faveur de la rouverture de la traite des Noirs et rejeta toute ingérence fédérale en ce domaine³¹.

Durant les quelques années qui précédèrent la guerre, plusieurs Etats sudistes relancèrent le projet de rouverture du trafic de Bois d'Ebène. Les principaux journaux texans qui supportaient le parti démocrate avalisèrent cette initiative, notamment l'*Austin Texas Gazette* et le *Houston Tri-Weekly Telegraph*. Leur démarche ne séduisit pas tous les Etats esclavagistes pour des raisons essentiellement économiques. L'importation d'esclaves provenant directement d'Afrique effraya les Etats qui en « élevaient » pour la vente. Ils s'agissaient de centres fermés, surtout en Caroline du Sud, où des marchands de chair humaine « invitaient » leurs meilleurs éléments à copuler dans des conditions optimales pour fournir le marché en « pièces » de qualité. L'introduction massive de nouvelles quantités de « Bois d'Ebène » aurait donc affecté le marché intérieur des esclaves. Les acteurs politiques sudistes comprirent très vite que ce projet nuirait à l'unité de leur cause durant les élections présidentielles de 1860 et ils le reléguèrent provisoirement au second plan³².

Relevons à ce propos l'un des grands mensonges ou l'une des hypocrisies majeures du président Jefferson Davis. Dans son « *Rise and Fall of the Confederate Government* » (vol. 1, p. 4) cet épouvantail osa écrire: « *L'importation des esclaves dans le Sud continua d'être effectuée par les marchands et les navires du Nord sans que rien ni personne s'y opposât jusqu'à ce que ce commerce soit prohibé par une action spontanée de la part des Etats sudistes (...) Pendant plus de vingt ans, la matière (traite des Noirs) ressortit exclusivement à la compétence de chaque Etat. Et chaque Etat, sans exception édicta des lois prohibant l'importation d'esclaves* ». Ou bien Jeff Davis était un sombre imbécile qui ne lisait jamais la presse ou bien il choisit de tromper son public, vingt ans plus tard, pour édulcorer les motivations de la sinistre cause dont il fut le rostre.

³⁰ *Charleston Mercury* du 13/7/1855 au 7/11/1856 ; *Charleston Daily Courier* du 16/8 au 7/11/1855 ; *Camden Weekly Journal* du 21/8/1855.

³¹ Sinha, *Counterrevolution of Slavery*, pp. 125-30 ; 149-52 ; *Charleston Mercury* des 20/6, 28/6, 7/7 ; 21/7, 13/9/1854 ; *Camden Weekly Journal* des 20/6/ et 10/10/1854 ; *Southern Standard* des 3/7, 10/7, 20/9 et 17/10/1852.

³² Takaki, *A Pro-Slavery Crusade: the Agitation to reopen the African Slave Trade*, pp. 180-85 ; Carnahan, *The Attempt to Reopen the African Slave Trade in Texas*, pp. 134-44 ; Finkelman, *Defending Slavery*, p. 24 ; Fornell, *Agitation in Texas for Reopening the Slave Trade*, pp. 245-60 ; Jenkins, *Pro-Slavery Thought in the Old South*, pp. 95-103 ; Williams, *Southern Movement to Reopen the African Slave Trade, 1854-1860* ; Spears, *The African Slave-Trade*, pp. 197-201, 208-209.

Rien qu'en 1859, la marine fédérale saisit huit navires négriers au large des côtes sudistes et dans leurs ports: les *Echo*, *Brothers*, *Richard Cobden*, *E.A. Rawlins*, *Wanderer*, *N.C. Trowbridge*, *R. Dickson* et *Clotilde*. Les bâtiments interpellés appartenaient en tout ou en partie à D.H. Hamilton, Charles A.L. Lamar, Ben Davis et William Lorrie de Caroline du Sud, à McGhee de Géorgie et à T. Meagher de l'Alabama. Quoique saisis par la Justice de l'Etat où leur crime avait été constaté, les capitaines de ces négriers s'éclipsèrent grâce à la complicité de leurs commanditaires: les « gentlemen » sudistes précités et éminemment respectés. D'après l'enquête menée par le sénateur démocrate Stephen Douglas, les négriers importèrent plus de 15.000 Noirs dans le Sud entre 1850 et 1859. Par exemple, l'*Echo* en contenait 318 dont 170 décédèrent de maltraitance pendant le voyage depuis Cuba ; le *Wanderer* plus de 400 et le *Clotilde* 200. Les témoignages de diplomates et d'observateurs étrangers en poste au Etats-Unis révèlent que les compagnies maritimes sudistes importèrent un minimum de 2.000 Noirs entre 1858 et 1860 et que 80 bâtiments en débarquèrent plus de 5.000 entre avril 1860 et avril 1861³³. Ces données sont excessivement minimalistes, d'abord parce qu'une partie des archives portuaires confédérées fut détruite durant la guerre, ensuite parce qu'elles n'incluaient pas les malheureux qui décédèrent dans les cales des négriers au cours de la traversée. Les observateurs colligeaient aisément ces informations puisque la presse locale annonçait les récents arrivages de « pièces d'Inde », leur nombre et la date à laquelle elles seraient vendues à l'encan. Des études récentes, fondées sur des documents authentiques, évaluent à près de 12 % le nombre moyen de Noirs décédés à bord des négriers, entre 1830 et 1867³⁴.

En dépit des assertions mensongères de Jefferson Davis, ses proches collaborateurs réservèrent à la rouverture de la traite un enthousiasme qu'il oblitéra dans le récit de ses hautes compétences à la tête de sa « noble cause ». En 1854, le sénateur John Slidell (futur commissionnaire de la Confédération en France) proposa l'annulation pure et simple de l'article 8 du Traité de Webster-Ashburton, conclu en 1842 avec la Grande-Bretagne, qui condamnait la traite des Noirs et l'assimilait à la piraterie. Quant au sénateur James Mason (futur commissionnaire de la Confédération en Grande-Bretagne), il déclara au Congrès en 1860: « *Je n'ai jamais vu, dans notre Constitution, un article mentionnant que le gouvernement fédéral avait entrepris de supprimer la traite ou avait le droit de la supprimer* ». Le sénateur Robert Toombs (futur secrétaire d'Etat de la Confédération) fustigea le traité de Webster-Ashburton qui habilitait le gouvernement fédéral à condamner les négriers qui opéraient depuis Cuba et le Brésil³⁵.

Last but not Least, l'intelligentsia sudiste n'avait même pas la décence de taire sa haine des institutions réellement démocratiques. Deux riches planteurs de Caroline du Sud, Alfred Huger et David Gavin, vomissaient le culte de l'égalitarisme entre Blancs et glorifiaient le caractère antidémocratique de leur société. Ils critiquèrent violemment le droit de vote accordé aux « basses classes » sous prétexte que « *la démocratie était le*

³³ Fehrenbacher, *The Slaholding Republic*, p. 200-201 ; Howard, *American Slavers*, pp. 203-204, 220-23 ; Sinha, *Counterrevolution of Slavery*, pp. 153-64 ; Campbell, *An Empire for Slavery*, pp. 50-66 ; Robbins, *Origins and Development of the African Slave Trade into Texas*, pp. 111, 119-20, 139-40 ; White, *The South in the 1850 as Seen by British Consuls*, p. 38 ; Logan, *The Great Conspiracy*, pp. 81, 150, 152 ; Wells, *The Slave Ship Wanderer*, pp. 1-34, 50-51 ; 81-87 ; Wish, *Revival of the African Slave Trade in the United States*, pp. 582-85 ; *Charleston Mercury* des 4, 7 et 15/9/1858 ; *Charleston Daily Courier* des 30 et 31/8, 1/9, 7 à 10/9 et 15/9/1858.

³⁴ Klein, *The Atlantic Slave Trade*, pp. 136-41 ; Eltis et crts, *The Transatlantic Slave Trade, A database CD-rom ; Liston, Slavery in America*, pp. 34-39.

³⁵ Fehrenbacher, *The Slaholding Republic*, pp. 157-72, 184, 180, 189-90, 203 ; Sinha, *Counterrevolution of Slavery*, pp. 173, 177 ; Wish, *Revival of the African Trade*, pp. 579-80 ; *36th Congress USA*, 1st Session, pp. 2303-9, 2956-57, 2638-44.

principe basique de l'abolitionnisme ». Dans leurs éruptions écrites et verbales, ils prônaient la formation d'une confédération qui restreindrait le droit de vote aux nantis et dont les sénateurs seraient nommés à vie. La *De Bow Review*, très prisée dans le Sud, épousa ce concept en soutenant que seuls les propriétaires terriens pouvaient être éligibles car « *le suffrage universel n'est pas un suffrage dans la mesure où il dégénère dans la licence* ». Loin d'être une diatribe isolée, cette théorie séduisit l'intelligentsia sudiste car non seulement ses auteurs la développèrent avec succès pendant deux ans dans le *Charleston Mercury*, mais ils engendrèrent des émules.

Le richissime Ben Allston prédit que « *le suffrage universel provoquera la chute du pouvoir esclavagiste au profit d'une majorité irresponsable* ». Le planteur et politicien Laurence M. Keith et l'écrivain Albert T. Bledsoe participent de la même pensée. Pour le premier, « *l'inégalité est la norme partout dans le monde et le sceau de la civilisation* ». Pour le second, « *dans l'intérêt général, le droit de vote devrait être limité* ». Le planteur David Gavin exprime sa haine du suffrage universel dans la presse locale: « *la démocratie repose sur le même principe que l'abolitionnisme* ». Keziah Brevard, l'une des rares intellectuelles sudistes, s'exclame: « *Dieu de pitié, aidez-vous et faites en sorte de juguler la démocratie populaire* ». Le planteur Edward Bryant se félicite qu'en Caroline du Sud, l'élection du gouverneur et de ses édiles ne résulte pas d'une élection populaire. Le journaliste sudiste George Fitzhugh écrit: « *Nous plaçons les abolitionnistes et les socialistes sur le même pied parce qu'ils sont notoirement les mêmes et usent des mêmes arguments* ». La place manque pour faire défiler les vomissures écrites et verbales du monde politique, culturel et financier du Sud esclavagiste, mais Manisha Sinha (*The Counterrevolution of Slavery*) a remarquablement épinglé les positions sectaires des William H. Trescot, John Townsend, Peter D. Torre, John A. Campbell, K. Brevard, G. Fitzhugh, W.W. Boyce, W.E. Martin et autres Edmund Ruffin³⁶.

Quelques personnalités majeures du monde politique sudiste s'inscrivaient ouvertement dans ce type de société à deux vitesses. En 1858, deux sénateurs sudistes dévoilèrent en plein Sénat leur détestation de l'égalité sociale. « *Les sauvages idées de liberté et d'égalité pousseront notre pays dans l'anarchie* » (James Chestnut, l'époux de la célèbre mémorialiste); « *A la différence du Sud, le cancer de la société nordiste réside dans la possibilité donnée aux basses classes de s'emparer du pouvoir par la simple formalité du vote* » (James H. Hammond, planteur et sénateur)³⁷. En 1860, lors de la convention nationale du Parti démocrate à Baltimore, le juriste et parlementaire Alfred P. Aldrich déchaîna les applaudissements quand il déclara: « *A quoi bon attendre l'avis du peuple quand un grand tournant doit être pris. Nous devons aller de l'avant et le forcer à nous suivre* »³⁸. L'écrivain sudiste George Fitzhugh passait pour l'idéologue de l'esclavage. Pourtant, après la guerre, il admit que « *la révolution sudiste de 1861 fut réactionnaire et conservatrice. Elle fut aussi une protestation solennelle contre les doctrines de la liberté et de l'égalité entre les hommes et contre la doctrine du contrat social, enseignée par Locke* »³⁹.

³⁶ *Charleston Mercury* des 28 à 31/12/1857; 5 et 22/2; 2, 9 et 17/3; 5, 7 et 12/4; 1, 3, 7, 11/5 et 3/6/1858; *Charleston Daily Courier* des 8/2 et 16/4/1858; *Sumter Watchman* du 17/6/1857, in Sinha, *Counterrevolution of Slavery*, pp. 221-254; Dumond, *Secession Movement, 1860-1861*, p. 19.

³⁷ *Charleston Mercury* du 23/9/1858; Sinha, *Counterrevolution of Slavery*, pp. 227-29.

³⁸ *Official Proceedings of the Democratic National Convention, Baltimore, 1860*, pp. 93-185, in Sinha, *Counterrevolution of Slavery*, p. 242.

³⁹ Sinha, *Counterrevolution of Slavery*, p. 255; Foner, *Politics and Ideology in the Age of the Civil War*, pp. 3-53.

La plupart des généraux nazis échappèrent à une condamnation pour crimes de guerre parce que leurs prestations furent essentiellement militaires. Pourtant, personne ne croira que, malgré leur rang, ils ignoraient tout du sort que leur führer réservait aux « races inférieures ». Donc, qui pourrait déceimment prétendre que les ténors sudistes de l'art militaire ne s'inscrivaient pas dans les opinions de leurs acteurs politiques ? Le « noble » R.E. Lee lui-même n'échappe pas à cette observation. Le 1^{er} octobre 1864, il écrivit à Ulysses Grant pour lui proposer un échange de prisonniers, et ce dernier lui répondit en demandant si les soldats noirs seraient inclus dans la transaction. La grande figure de la « Cause » répondit que les échanges envisagés ne pouvaient pas inclure les anciens esclaves détenus dans ses camps car ils étaient la propriété privée de citoyens sudistes. Ce concept ne l'empêcha pas de prôner ultérieurement l'enrôlement des dites « propriétés privées » dans son armée lorsque celle-ci se trouva à court de chair à canon. Grant ne réserva évidemment aucune suite à ce courrier⁴⁰. Les thuriféraires de la grande icône sudiste s'empressent évidemment de souligner que Lee ne faisait qu'obtempérer aux injonctions présidentielles. Assertion tout à fait gratuite que ne corrobore aucun document. Si ce fut néanmoins le cas, le futur généralissime des armées confédérées n'était-il que le brave toutou de son « maréchal-président » ? Quoi qu'il en soit, la réponse de Lee à Grant ne dérogeait pas à ses concepts en matière d'inégalité raciale, comme en témoigne un courrier adressé aux siens à l'époque où il était le lieutenant-colonel du 2^e de cavalerie au Texas. Parlant des Indiens, Lee écrivit : « *Cette race tout entière est extrêmement médiocre* »⁴¹. Le mépris dans lequel il tenait les Indiens se vérifia sur le terrain. Albert S. Johnston, le colonel du 2^e de cavalerie, avait ordonné de tirer à vue sur n'importe quel Indien surpris à l'extérieur des deux réserves texanes or, durant son absence prolongée, c'est à Lee qu'échut le commandement du régiment. A cette époque, une sécheresse particulièrement éprouvante ruina la récolte des deux réserves en question. Alors, leurs agents demandèrent à Lee de permettre à une poignée de leurs Indiens de tuer quelques bisons dans la plaine afin d'apaiser la famine dont ils souffraient. Lee ne répondit pas à cette requête et, le 24 mai 1856, ses hommes abattirent sans sommations les quelques malheureux qui s'étaient tout de même risqués hors de leur réserve pour chasser⁴². Ce comportement intransigeant s'observait également parmi les officiers d'origine nordiste, affectés en zone indienne, mais il s'agissait ici d'Indiens pacifiés et non pas de rebelles.

Savez-vous que Goebbels était un fervent admirateur de la « Cause » sudiste et qu'il consacra un numéro du journal « Signal » à l'éloge de la Confédération ? Il est donc éminemment désolant mais pas vraiment surprenant de voir claquer les couleurs nazies et celles de leurs homologues du « K.K.K. » aux côtés du « battleflag » confédéré au cours des manifestations racistes dans le sud des Etats-Unis, même si celles-ci n'impliquent qu'une minorité d'Américains.

Il est profondément regrettable qu'aujourd'hui encore, beaucoup de braves gens essentiellement passionnés d'histoire militaire, ne parviennent pas à s'extraire de la glu mensongère des « S.C.V. » et persistent à défendre la cause sudiste parce qu'il en émane un parfum d'épopée et de romantisme. Cette réflexion vaut également pour moi et davantage que pour les autres puisqu'en 1982, j'ai écrit un article intitulé « *Coup de Torchon dans l'Histoire des Etats-Unis* ». Le « coup de torchon », cet article le mérite

⁴⁰ *Exchange of prisoners in the Civil War*, www.civilwarhome.com/prisonerexchange.

⁴¹ R.E. Lee à sa famille, 12/4/1856, « DeButts-Ely Collection », Bibliothèque du Congrès, Washington D.C., in Anderson, « *Conquest of Texas* », p. 272.

⁴² *National Archives Record Group 75, Letters Received, Texas Agency*, in Anderson, *Conquest of Texas*, p. 273.

assurément puisqu'il participe directement des délires des « S.C.V. ». Quoique je l'eusse rédigé de bonne foi, je le répudie énergiquement. J'étais mal informé et surtout désinformé. Ce n'est pas une excuse mais une explication. Il faut savoir condamner son propre plaidoyer lorsqu'on se rend compte qu'il est malfaisant.

La consultation du net suppose que des personnes vomiront cet article en objectant qu'il n'engage que son auteur et que tous les « gentlemen » sudistes n'étaient pas des suppôts de l'esclavage. Cette objection s'inscrit évidemment dans l'argument *ad hominem* qui s'attaque à la crédibilité d'un auteur faute de pouvoir invalider ses sources. En outre, ces contestataires se trouveront dans l'impossibilité de produire, en termes de documents et de faits précis, l'argumentation structurée qui remettrait en question la recevabilité des références de cet article. Remarquons du reste que les « S.C.V. » n'ont jamais osé s'attaquer en profondeur aux ouvrages qui dénudent les nécroses de leur cause. La défense de ces fossiles du « Vieux Sud » s'arc-boute sur des théories émises après la défaite de la Confédération (voir les ouvrages de Jefferson Davis et d'Alexander Stephens) et refuse d'entendre parler des harangues et des écrits de ses représentants politiques jusqu'en 1865. Du reste, il vaudrait mieux s'abstenir de consulter les pamphlets nordistes et antiesclavagistes pour mesurer objectivement l'outrecuidance contenue dans le discours sudiste, il se suffit à lui-même.

Comme les statues de Staline, le mythe de la « Cause perdue » est définitivement déboulonné par une accumulation d'études d'une précision chirurgicale, qui démontrent l'horreur de la pensée esclavagiste au travers des discours, des écrits et du courrier de ses chantres et de ses hommes d'Etat. Nous vous invitons à consulter deux très récents ouvrages : celui de Stephen McCurry, « Confederate Reckoning » (Harvard University Press, 2010) et l'incontournable « The Confederate and Neo-Confederate Reader » de James W. Loewen et Edward H. Sebesta (University of Mississippi Press, 2010). En raison du nombre et de l'acuité de leurs références et de leurs citations, ces deux livres et surtout le second « atomisent » littéralement les thèses que les « S.C.V. » osent encore soutenir aujourd'hui. L'ouvrage de Loewen et de Sebesta est exceptionnel dans la mesure où ces deux auteurs s'abstiennent d'émettre des considérations personnelles sur la Cause sudiste. En véritables « chirurgiens de l'histoire », ils dissèquent la dichotomie entre les discours que les leaders sudistes tinrent avant et après leur déconfiture. Références à l'appui, ces deux auteurs dissèquent et démontent point par point tous les mensonges auxquels les « S.C.V. » recourent et recourent encore pour anoblir une cause abjecte.

Cet article démontre qu'en dépit de son nom, la Confederate Historical Association of Belgium n'est pas et n'a jamais été inféodée aux « S.C.V. » et à leur idéologie.

* * *

OUVRAGES CITES DANS LES NOTES

Ouvrages et documents d'archives

Anderson G.C.: *The Conquest of Texas*, Norman, 2005.

Bailey F.A.: *Free Speech of the Lost Cause, a Study of Social Control in the New South*, in « Southwestern Historical Quarterly », vol. 97-3-94.

- Biesele R.L.: *The Texas State Convention of Germans in 1854*, in « Southwestern Historical Quarterly », vol. 33-4-1930.
- Boritt G.S.: *Why the Civil War Came*, New York, 1996.
- Buenger W.L.: *Secession and the Union in Texas*, Austin, 1984.
- Campbell R.B.: *Empire for Slavery, the Peculiar Institution in Texas, 1821-1865*, Baton Rouge, 1989.
- Campbell R.B. & Lowe R.G.: *Wealth and Power in Antebellum Texas*, College Station, Texas, 1977.
- Carnahan W.J.: *The Attempt to Reopen the African Slave Trade in Texas, 1857-1858*, in « Proceedings of the 6th Annual Convention of the Southwestern Political and Social Science Association », 1925.
- Collins D.E.: *The Death and Resurrection of Jefferson Davis*, Oxford, Miss., 2005.
- Davis W.C.: *The Cause Lost, Myths and Realities*, Lawrence, 1996.
- Dew C.B.: *Apostles of Desunion, Southern Secession Commissioners and the Causes of the Civil War*, Charlottesville, 2001.
- Dumond D.L.: *The Secession Movement, 1860-1861*, New York, 1931.
- Ellison J.: *The Sons of Confederate Veterans' Internal Battle Rages On*, X-Press Mountain, vol. 11-3 et 18/8/2004.
- Eltis D., Behrendt S.D., Richardson D. & Klein H.S.: *The Transatlantic Slave Trade, 1562-1867: A Database CD-Rom*, Cambridge University, U.K., 1998.
- Faust D.G.: *The Ideology of Slavery: Pro-Slavery Thoughts in the Antebellum South 1830-1860*, Baton Rouge, 1981.
- Fehrenbacher D.E.: *The Slaveholding Republic*, New York, 2001.
- Finkelman P.: *Defending Slavery, Proslavery Thought in the Old South, a Brief History with Documents*, New York, 2003.
- Foner E.: *Wilnot Proviso Revisited*, in « Journal of American History », vol. 56-1959.
- : *Politics and Ideology in the Age of the Civil War*, New York, 1980.
- Fornell E.W.: *Agitation in Texas for Reopening the Slave Trade*, in « Southwestern Historical Quarterly », vol. 60-2-1956.
- Fritz K.E.: *Voices in the Storm, Confederate Rhetoric, 1861-1865*, Denton, 1999.
- Green F.M.: *Democracy in the Old South*, in « Journal of Southern History », vol. XII, 1946.
- Howard W.S.: *American Slavers*, Berkeley, 1963.
- Hunter R.M.T.: *Origin of the Late War*, Southern Historical Society Papers, vol. 1, 1876.
- Jenkins W.S.: *Defending Slavery, Proslavery Thought in the Old South, a Brief History with Documents*, Chapel Hill, 1935.
- Jordan T.G.: *Imprints of the Upper and Lower South on Mid 19th Century Texas*, in « Annals of the Association of American Geographers », vol. 57-1967.
- Journal of the Congress of the Confederate States*, vol. I & V,
<http://memory.loc.gov/ammem/amlaw/lwcc.html>.
- Journal of the Mississippi State Convention*, in « Clairborne Papers », University of N.C. Library.
- Klein H.S.: *The Atlantic Slave Trade*, Cambridge University Press, 1999.
- Leemhuis R.P.: *James Orr and the Sectional Conflict*, Washington, 1979.
- Liston R.: *Slavery in America*, New York, 1970.
- Logan J.A.: *The Great Conspiracy, its Origin and History*, New York, 1886.
- Long E.B.: *Civil War Day by Day, an Almanach*, New York, 1971.
- McPherson J.M.: *This Mighty Scourge ; Perspectives on the Civil War*, New York, 2007.
- Nash A.E.K.: *The Texas Supreme Court and the Right of Blacks*, in « Journal of American History », vol. 58-1971.
- Norton W.: *The Methodist Episcopal Church and the Civil Disturbances in North Texas in 1859 and 1860*, in « Southern Historical Quarterly », vol. 68, 1965.
- Official Journal of the Conference Convention held in Washington City, February 1861*, Washington D.C., 1861.
- Official Records of the Union and Confederate Armies, Series 4, vol. 1-pt. 4, Washington D.C., 1880-1901.
- Osterweiss R.G.: *The Myth of the Lost Cause*, Hamden, 1973.
- Owsley F.L.: *Plain Folk of the Old South*, Baton Rouge, 1949.
- Potts E.D.: *Historic Papers on the Causes of the Civil War*, <http://www.gutenberg.org/etext/15006>.
- Proceedings of the Congress of the Confederate States*, vol. 65,
<http://www.archive.org/details/generalofficers00wrigrich>

- Reagan J.H.: *A Conversation with Governor Houston*, in « Southwestern Historical Quarterly », vol. 3-4-1900.
- Reese G.H. (édit.): *Proceedings of the State Convention of 1861*, Richmond, 1965.
- Reynolds D.E.: *Editors Make War ; Southern Newspapers in the Secession Crisis*, Nashville, 1970.
- Richardson J.D.: *Messages and Papers of the Confederacy*, vol. I, Nashville, 1905.
- Robbins F.H.: *Origins and Development of the African Slave Trade into Texas, 1816-1860*, Houston, 1972.
- Rose T.: *The War between the Sons, Members Fight for Control of Confederate Group*, X-Press Mountains, vol. 9-26 du 2/2/2003.
- Sinha M.: *The Counter-Revolution of Slavery, Politics and Ideology in Antebellum South*, Chapel Hill, 2000.
- Skaggs W.H.: *The Southern Oligarchy*, New York, 1924.
- Smith W.R. (édit.): *History of Debates of the Convention of the People of Alabama*, New York, 1924.
- Spears J.R.: *The African Slave-Trade*, New York, 1900.
- Takaki R.T.: *A Pro-Slavery Crusade: the Agitation to Reopen the African Slave Trade*, New York, 1971.
- Texas Almanach for 1858: With Statistics, Historical and Biographical Sketches relating to Texas*, Austin, 1857.
- Todd C.T.: *Confederate Finance*, Athens, 1954.
- Towns W.S.: *Oratory and Rhetoric in the 19th Century South*, Greenwood, 1998.
- Urwin G.J.W.: *Black Flag over Dixie*, Southern Illinois University Press, 2004.
- U.S. Bureau of Census, *Agriculture of the USA in 1860*, Government Printing Office.
- Wakely J.L.: *Southern Pamphlets on Secession, 1860-61*, Chapel Hill, 1996.
- Wells T.H.: *The Slave Ship Wanderer*, Athens, 1967.
- Whitbridge A.: *No Compromise, Story of the Fanatics who Paved the Way of the Civil War*, New York, 1960.
- White L.H.: *The South in the 1850 as Seen by British Consuls*, in « Journal of Southern History », vol. 1-1935.
- Wilson C.N. (édit.): *Papers of John C. Calhoun, 1835-1837*, Columbia, 1980.
- Williams J.K.: *Southern Movement to Reopen the African Slave Trade, 1854-1860*, in « Proceeding of the South Carolina Historical Association », 1960.
- Winkler E.W.: *Platforms of Political Parties in Texas*, Austin, 1916.
- Wish H.: *Revival of the African Slave Trade in the United States*, in « Mississippi Valley Historical Review », vol. 27, Mars 1941.
- Wright G.: *The Political Economy of the Cotton South: Household, Markets and Wealth in the 19th Century*, New York, 1978.
- Yeans W.B.: *The Confederate Congress*, Athens, 1960.

Organes de presse

- Austin State Gazette* du 10/5/1856.
- Atlanta Southern Confederacy* du 15/3/1861.
- Baltimore Sun* du 20/12/1860.
- Camden Weekly Journal* des 20/6 et 10/10/1854 et 21/8/1855.
- Charleston Daily Courier* des 16/8 au 7/11/1855 ; 30 et 31/8, 1/9 et 7 à 15/9/1858 ; 29/12/1860.
- Charleston Mercury* des 28/6, 3/7, 15/8 et 14/10/1848 ; 23/8 au 16/11/1850 ; 20 et 28/6, 7 et 21/7 et 13/9/1854 ; 13/7/1855 au 7/11/1856 ; 4, 7 et 15/9/1858.
- Daily Missouri Republican* du 12/12/1860.
- Jackson Weekly Mississippian* du 16/1/1861.
- Keowa Courier* du 1/12/1860.
- Nashville Union and American* du 10/1/1861.
- New York Times* du 20/12/1860.
- Northern Standard* du 14/7/1860.
- Richmond Times Dispatch* du 27/7/1999.
- Southern Standard* des 3/7, 10/7, 20/9 et 17/10/1852.
- Texas Republican* des 7/7 et 11/8/1860.
- Texas State Gazette* des 28/7, 4/8, 1/9 et 15/9/1860.
- Washington National Intelligencer* du 21/12/1860.